

Montreuil, le 28 juin 2021

Aux membres du collectif anti-SNU,

Chers camarades,

Au nom de la FNEC FP-FO, je tiens à vous adresser ce message de soutien au collectif. La FNEC FP-FO revendique l'abrogation du Service National Universel.

Le SNU s'inscrit dans une logique que la FNEC FP-FO combat : la remise en cause du cadre institutionnel de la laïcité et la neutralité du service public de l'instruction ; la dénaturation des missions historiques de l'Éducation populaire ; la déqualification de la jeunesse ; la remise en cause de l'accès à l'instruction et à la culture ; la destruction des garanties collectives des salariés du public comme du privé.

Le SNU vise à embrigader la jeunesse dans un contexte où les mobilisations lycéennes, en particulier contre les conditions d'apprentissage et le baccalauréat Blanquer, ont été réprimées avec une violence inouïe. Il s'inscrit également dans une série de mesures dirigées contre les libertés fondamentales : loi de sécurité globale, loi séparatisme, décrets de fichage des militants. La FNEC FP-FO, avec la CGT-FO demande l'abrogation de la loi de sécurité globale, des décrets de fichage l'abandon de la loi séparatisme.

C'est le même ministre, Jean-Michel Blanquer qui met en place le SNU et qui s'emploie à détruire le baccalauréat comme diplôme national et comme premier grade universitaire.

C'est le même ministre qui consacre 6 milliards d'euros par an pour le SNU, ferme des dizaines de classes dans le 1^{er} degré et supprime 1800 postes dans le second degré.

Non content d'avoir, par les mesures prises au compte du Covid-19, fait perdre des milliers d'heures de cours à des centaines de milliers d'élèves, le ministre Blanquer déscolarise 25 000 lycéens pendant 15 jours. Il fait pression sur les personnels de l'Éducation nationale et de Jeunesse et Sports pour mettre en œuvre son entreprise alors que la nature de leurs missions est strictement opposée au SNU. Dans le même temps, sur tout le territoire, des professeurs ne sont pas remplacés.

Aujourd'hui, après avoir coupé les vivres aux associations en supprimant les emplois aidés, le gouvernement veut, par le biais du SNU, faire travailler les jeunes gratuitement pour des missions comme par exemple « *la dépollution d'un site, l'entretien d'un littoral, servir des repas à des personnes qui sont dans le besoin, s'occuper de personnes âgées dans des maisons de retraite, aide à la direction dans les écoles* ». En clair, des missions déjà portées par des salariés.

Tout cela dans un contexte de déqualification massive de la jeunesse avec la destruction du Baccalauréat. Le ministre Blanquer prévoit en effet de pérenniser la généralisation du contrôle continu, mise en place au prétexte du confinement. Cela aboutirait à un baccalauréat local, dont la valeur serait définie par le lycée d'origine, autrement dit par l'extraction géographique et sociale du bachelier. Cela consacre le tri *Parcoursup*, qui interdit à des dizaines de milliers de bacheliers l'accès à la filière post-baccalauréat de leur choix voire à l'enseignement supérieur en général.

La FNEC FP-FO, avec la CGT-FO, « réaffirme son attachement aux diplômes nationaux et à leur reconnaissance dans les conventions collectives. » Elle « exige l'abrogation des réformes du Lycée et du baccalauréat et, dans l'immédiat, exige des mesures garantissant pour chaque élève l'accès à une qualification reconnue nationalement et à la filière post-baccalauréat de son choix. » Elle « réclame le rétablissement du baccalauréat comme examen final, égalitaire et républicain dès la session 2022. »

La FNEC FP-FO reste disponible et à l'écoute pour toute action commune allant dans le sens de nos revendications partagées,

Fraternellement,

Clément POULLET
Secrétaire général

